

Guerre d'Espagne : « Comment j'ai retrouvé la trace de mon arrière-grand-père républicain, oublié des fosses communes »

Le Monde, le 25/07/2026

Comme plus de 100 000 autres républicains, José Molina Lopez a été jeté dans l'anonymat d'une fosse et sa mémoire confisquée par le récit national imposé par Franco. La journaliste Garance Muñoz a exhumé le passé de son arrière-grand-père. Un pèlerinage en forme de réparation rendu possible grâce aux lois de mémoire successives votées depuis 2007.

« *Viva la revolucion abuelo !* » (« vive la révolution, grand-père ! »). Sur une colline en Catalogne, à deux heures de route de Barcelone, le poing levé face au vent et les larmes aux yeux, Enrique Muñoz salue la mémoire de son grand-père, José Molina Lopez, soldat républicain mort pendant la guerre d'Espagne (1936-1939). Enrique Muñoz, c'est mon père. Je suis à ses côtés. Le sommet surplombe une étendue d'oliviers et d'amandiers chargés de fleurs blanches. Au loin, on aperçoit la silhouette embrumée des Pyrénées. Mais la terre abrite un tableau plus sombre. D'après les archives militaires franquistes, quelque 500 corps reposent, anonymes, dans une fosse commune. Et parmi eux, José Molina Lopez, mon arrière-grand-père, fauché par un obus, en 1938. Enrique Muñoz sur le site d'une fosse commune où son grand-père, José Molina Lopez, aurait été enterré après être mort au combat du côté républicain pendant la guerre d'Espagne, près de Lleida (Espagne), en 1938.

Quatre-vingt-dix ans après la guerre d'Espagne, c'est la première fois que notre famille foule ce sol. Il aura fallu des années de détricotage du récit national imposé par le général Franco, de travail acharné d'associations et le vote de deux lois « sur la mémoire démocratique » en Espagne pour que ce pèlerinage personnel devienne possible. Au lendemain de la défaite républicaine, en 1939, l'Espagne s'enfonce dans une dictature de près de quarante ans. Le conflit a fait environ 500 000 morts dans le pays, mais les victimes ne sont pas traitées de la même manière en fonction du camp auquel elles appartiennent. Tandis que les vainqueurs franquistes sont honorés, les vaincus républicains sont condamnés au silence et effacés de l'histoire officielle. Pour les miens, comme pour des centaines de milliers d'autres familles, le deuil se fait sans corps, sans sépulture ni recueillement.

Mon père est né en Espagne, à Grenade, et moi en France. Pourtant, j'ai toujours préféré me dire d'origine espagnole plutôt que franco-espagnole, une nuance sémantique sans doute pour mettre à distance une histoire que je maîtrisais mal. Mais ce flou a fini par peser, creusant en moi le sentiment d'une identité incomplète. Peu après mes 30 ans, les larmes m'ont submergée, sans que je comprenne pourquoi lorsque j'ai commencé à poser des questions à mon père sur notre famille. Découvrir que mon arrière-grand-père gisait toujours dans l'anonymat d'une fosse, et que personne n'avait jamais pu rompre ce silence, a provoqué un séisme intime. J'ai alors proposé à mon père de partir, ensemble, sur les traces de ce passé confisqué.

La défaite des républicains

De la trajectoire brisée de mon arrière-grand-père, je ne possédais que de rares fragments. Mais à force de plonger dans les archives et de questionner la mémoire familiale, j'ai fini par reconstituer les contours de sa biographie. En juillet 1936, lorsque le coup d'Etat militaire mené, entre autres, par Franco, tente de renverser la jeune république espagnole, José Molina Lopez est mécanicien dans les mines d'Alquife, en Andalousie. Il est père de quatre enfants, dont ma grand-mère, Dolores. Encarté à l'UGT, le syndicat ouvrier socialiste, il prend les armes pour combattre les forces franquistes.

En 1938, il est envoyé sur le front du Sègre, un affluent de l'Ebre. Pol Galito, spécialiste de ce théâtre d'opérations et président de l'Association des études du front du Sègre, me guide au volant d'un minivan poussiéreux, à travers les pistes cabossées qui serpentent entre les anciens champs de bataille. Il a une main sur le volant et de l'autre me désigne d'anciennes positions militaires : *« Ici, il y a des parapets républicains et, ici, des tranchées franquistes. Ils se parlaient d'une tranchée à l'autre ! Et le pire, c'était qu'il y avait un soldat, et en face, son propre frère, de la même famille. »* Il me montre des endroits où ont été trouvées des fosses communes, parfois par hasard. Il m'explique que l'année 1938 représente le début de la fin pour les républicains, dont le territoire est scindé en deux. La supériorité de l'armée de Franco, appuyée par les aviations allemande et italienne, devient écrasante. Franco remporte bataille après bataille et en mars 1939, il lance l'assaut final et scelle sa victoire.

Le Caudillo, son titre de chef militaire, instaure alors une dictature militaire, nationale-catholique, où les libertés fondamentales sont supprimées en même temps que le pluralisme politique. La situation économique fait souffrir toute l'Espagne, mais le fardeau est plus lourd pour les familles de républicains, cibles d'une répression méthodique. Sophie Baby, historienne et autrice de *Juger Franco ? Impunité, réconciliation, mémoire* (La Découverte, 2024), rappelle que *« cette partie-là de la population est totalement persécutée, perd pour la plupart de ses biens, ses maisons, ses terres et a beaucoup de mal à trouver un emploi »*. Dans ma famille, mon arrière-grand-mère, Patrocinio, désormais veuve, survit grâce à la contrebande entre son village natal de La Calahorra et Grenade. Ses quatre enfants sont contraints de quitter l'école. Dolorès, ma grand-mère n'a qu'une dizaine d'années, mais elle fait de petits travaux de couture pour aider sa famille à subvenir à ses besoins.

La famine sévit dans tout le pays : les historiens estiment à 200 000 le nombre de morts de faim entre 1939 et 1942. *« La propagande franquiste a longtemps dit que cette famine était due à la seconde guerre mondiale et à l'isolement dans lequel l'Espagne se trouvait du fait de la guerre »*, souligne Sophie Baby. Pourtant, ajoute-t-elle, *« toutes les recherches pointent très clairement la responsabilité du régime qui a choisi de mener une politique économique d'autarcie, c'est-à-dire une politique d'autosuffisance alimentaire et industrielle »*. En gelant les importations et en imposant des réquisitions massives, le régime condamne sa population à des années de misère.

Les vaincus, qualifiés de « rouges », sont déconsidérés tandis que les vainqueurs sont exaltés, des monuments à leur gloire sont érigés dans tous les villages. Franco affirme sa victoire, tout en écrasant le camp républicain. Ma grand-mère a raconté à mon père les humiliations subies, les insultes comme « fille de rouge » et la détresse financière. La répression est multiforme et se traduit par des arrestations de masse, la torture, des procès militaires, des condamnations à mort, des incarcérations et des travaux forcés. Les prisonniers fusillés sont jetés, à leur tour, dans l'oubli des fosses communes.

Le dernier dictateur d'Europe occidentale

Malgré la défaite de ses alliés fascistes, Hitler et Mussolini, au sortir de la seconde guerre mondiale, Franco réussit à se maintenir au pouvoir. Il forge alors un récit national fondé, dans un premier temps, sur la victoire et cette « croisade » menée à l'encontre des « rouges ». Puis, à la fin des années 1950, vient s'agréger un discours de paix. Le Caudillo légitime son autorité en se présentant comme le garant de la stabilité, celui qui a su préserver l'Espagne du second conflit mondial tout en orchestrant la prospérité et la modernisation économique du pays. Dans ce paysage de réconciliation forcée, l'évocation des cadavres républicains est un tabou absolu. Le corps de mon arrière-grand-père n'existe pas.

Ma grand-mère se marie. Son époux, qui s'appelle Enrique comme mon père, a réussi à devenir médecin, mais peine à recevoir suffisamment de patients pour subvenir aux besoins de la famille, peu d'Espagnols ayant les moyens de se soigner convenablement. Plus encore que la précarité matérielle, c'est l'étouffement idéologique qui leur semble intolérable. Lorsque mon père naît, en avril 1960, mes grands-parents choisissent donc l'exil et prennent la route vers la France où ils bâtissent une nouvelle existence et décident d'y rester même après la mort de Franco en 1975.

La disparition du dictateur sonne le glas du régime, mais pas la fin du silence. L'Espagne entre dans la période que les historiens appellent la « *transition démocratique* ». En 1977, le vote de la loi d'amnistie vient sceller symboliquement la réconciliation des Espagnols. Les républicains se voient réintégrés dans leurs droits – ce qui permet aux invalides, veuves et orphelins de toucher des pensions et aux prisonniers politiques de recouvrer la liberté –, mais le texte interdit toute poursuite judiciaire pour les crimes commis avant 1977, empêchant de fait la moindre condamnation juridique ou morale du franquisme.

Le « choc des fosses »

Il aura fallu attendre l'an 2000 pour que cette chape de plomb se fissure. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un Espagnol parvient à organiser l'exhumation scientifique d'une fosse commune. Cet homme s'appelle Emilio Silva Barrera. A 35 ans, il apprend la localisation précise de la fosse où repose son grand-père. Une équipe spécialisée de scientifiques, sous les caméras de télévision de tout le pays, exhume 13 corps. L'émotion de cette découverte submerge la péninsule, l'historienne Sophie Baby parle de ce moment historique comme du « *choc des fosses* ». Les écrans et les journaux se remplissent alors d'images saisissantes : des

tombes béantes révélant des squelettes désarticulés, figés dans des postures qui trahissent la violence de l'exécution, loin de toute sépulture digne de ce nom.

Je retrouve Emilio Silva Barrera dans un café à Madrid. Devenu président de l'Association pour la récupération de la mémoire historique, il me raconte le chemin parcouru depuis l'exhumation de son grand-père. Année après année, la société espagnole tente de déchirer le voile du silence qui obscurcit leur mémoire. En entrouvrant les archives du franquisme, les autorités finissent par établir un chiffre vertigineux : plus de 114 000 personnes reposent encore dans ces fosses anonymes, oubliées depuis plus de soixante ans. En 2007, le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero tente de répondre à ce choc et fait adopter une première loi sur la mémoire historique.

A la faveur de cette loi, les exhumations de fosses communes se poursuivent mais restent à l'initiative et à la charge des familles et des associations. Un angle mort que va corriger la loi sur la mémoire démocratique de 2022, portée par le gouvernement de Pedro Sanchez. Pour la première fois, l'Etat espagnol endosse la responsabilité de localiser les fosses communes et de restituer les corps aux familles. Cette loi affirme aussi sans détour la supériorité de la légitimité démocratique sur la légitimité franquiste. C'est un tournant politique majeur : il aura fallu attendre 2022 pour que le régime de Franco soit officiellement condamné.

La mémoire retrouvée

C'est l'aboutissement de ce long sursaut démocratique qui m'a permis de poser les yeux sur une carte interactive recensant toutes les fosses communes du pays. Une à une, j'ai passé au crible les tombes anonymes de la région où mon arrière-grand-père avait disparu. Jusqu'à ce que les informations d'une fosse coïncident avec son régiment et sa date de décès. A cet endroit précis, 500 soldats républicains périssent entre le 22 et le 24 mai 1938. Leurs corps sont abandonnés sur les barbelés qui entouraient les tranchées. C'est lors du dernier jour de ces combats, le 24 mai 1938, que mon arrière-grand-père José Molina Lopez meurt.

Contre toute attente, le lieu nous apparaît d'un calme saisissant, à la fois beau et apaisant. Le gouvernement catalan y a installé une stèle en hommage aux victimes. J'éprouve, pour la première fois, le sentiment de m'inscrire dans le grand récit historique et familial, et, ainsi, de pacifier mon propre passé. Il est peu probable que cette fosse soit ouverte un jour, les quelques restes étudiés sont trop abîmés pour faire un test génétique. Mais, comme mon père le dit en observant la sérénité du lieu et en ayant la certitude que l'on pourrait revenir s'y recueillir : « *Rester là, c'est aussi bien. Avec ses camarades.* »

Sur le chemin du retour, une évidence s'impose : je suis bien franco-espagnole. Il est temps de demander la nationalité espagnole et d'assumer pleinement cette identité que je tenais jusqu'ici à distance. Comme une ultime réparation de l'histoire, et pour faire enfin honneur à la mémoire des miens.

<https://www.lemonde.fr/article-offert/2221de0833e0-6731791/ guerre-d-espagne-comment-j-ai-retrouve-la-trace-de-mon-arriere-grand-pere-republicain-oublie-des-fosses-communes>